

# Association des professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG)

*Nous publions le **Manifeste des Etats généraux de l'Histoire et de Géographie** qui a été adopté par le Comité national de l'APHG le dimanche 30 janvier 2012. Nous demandons à nos adhérents de le faire connaître auprès des élus, des syndicats, des parents d'élèves, des médias (presse écrite, radios et TV), des autorités académiques, des Associations de Résistants et de Déportés.*

Le Bureau National de l'APHG

## **MANIFESTE DES ETATS-GENERAUX DE L'HISTOIRE-GEOGRAPHIE**

**Dimanche 29 janvier 2012**

L'enseignement d'Histoire-Géographie à toutes les générations, de l'école élémentaire au baccalauréat, est la fierté de la République. Les professeurs d'Histoire et de Géographie sont les porteurs de cette mission que la nation leur a confiée. Le niveau de démocratie dans un pays se mesure à la place qu'il réserve à l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie pour les futurs citoyens.

Réunis à l'appel de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie le samedi 28 janvier 2012 à Paris,

### **les Etats-Généraux s'insurgent contre**

1. la suppression de l'enseignement obligatoire de l'Histoire et de la Géographie en terminale S à la rentrée 2012 ;
2. la diminution continue de la place et des horaires de l'Histoire et de la Géographie, matières fondamentales, à l'acquisition d'une culture républicaine ;
3. la mise-en-place de programmes qui ne permettent pas de maîtriser les repères fondamentaux nécessaires à la poursuite des études supérieures et à l'insertion dans la vie professionnelle ;
4. la dégradation des conditions de préparation des étudiants aux concours d'enseignement ; la quasi-disparition de la formation des professeurs débutants et de la formation continue.

### **L'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, en conséquence, exige**

1. le rétablissement immédiat de l'enseignement obligatoire d'Histoire-Géographie validé par une épreuve au baccalauréat en terminale S ;
2. des horaires nationaux décents à tous les niveaux ;
3. des programmes intelligibles, réalisables par tous les élèves et aptes à structurer leur raisonnement ;
4. une formation réelle pour les professeurs débutants, incluant une année de stage ; le rétablissement d'une formation continue pour tous les personnels, financée par l'Etat.

La satisfaction de l'ensemble de ces propositions répond aux exigences d'une école républicaine et d'une éducation à la citoyenneté.

Contactez nous et consultez notre site [www.aphg.fr](http://www.aphg.fr)